

places stratégiques, et il a paru un instant qu'ils dussent avoir bon marché de toutes les résistances. Mais les cartes ont tourné. L'agresseur, ébloui par ses premiers succès, a commis la faute fatale de méconnaître la valeur de son ennemi. Il est entré sur le territoire bulgare avec une armée divisée en trois colonnes, l'une marchant au nord-est sur Widdin, et les deux autres par des routes différentes, s'avançant vers Sofia. Le jeune prince, qui est la tête des Bulgares, a fait preuve de capacités militaires d'un ordre supérieur. Il a laissé les envahisseurs s'engager dans l'intérieur du pays, loin de leur base d'opérations. Alors, il est tombé en masse serrée sur le corps principal du roi Milan, l'a mis en déroute, et se retournant vivement sur la seconde colonne avec ses troupes victorieuses, l'a écrasée en détail et forcée à la retraite.

Les Bulgares sont maintenant sur le territoire serbe au nombre de 50,000, enflammés par le succès, et apparemment résolus à poursuivre leurs avantages jusqu'à ce qu'ils aient fait payer chèrement au roi Milan l'agression qu'il a dirigée contre eux sans provocation. C'est sur lui, en effet, que retombe la responsabilité de ce conflit, qu'un jugement impartial ne saurait justifier. Vainement allègue-t-il que la réunion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie constituerait pour celle-ci une augmentation de puissance dangereuse. En réalité, la fusion des deux provinces ne menaçait en rien la Serbie. La Turquie pouvait seule en être justement émue ; mais la vérité est que le peuple serbe et son souverain n'ont vu, dans l'atteinte portée au traité de Berlin, que l'occasion d'un effort pour agrandir leurs propres possessions. Le roi Milan pourrait payer cher cette tentative. Son peuple regimbe déjà sous l'humiliation de la défaite, et, à moins d'un nouveau retour de fortune qui n'est pas impossible, mais qui n'est pas probable, on peut prévoir que les récriminations prendront de plus grandes proportions s'il est forcé de payer une indemnité en argent, comme l'exige le prince Alexandre, avant de prêter l'oreille à aucune suggestion de paix.

Les puissances étrangères s'abstiennent d'une intervention directe en présence des événements qui se précipitent et qui font prévoir un prochain dénouement, mais leur diplomatie s'emploie activement à prévenir une extension de la guerre ; l'Autriche, la Russie et la Turquie plus directement intéressées nouent d'actives négociations pour assurer le maintien ou de leurs droits ou de leur influence. La France n'y prend qu'une part très secondaire, occupée qu'elle est des difficultés de sa politique intérieure, et de la crise parlementaire qu'elle traverse.

Montréal 1er décembre.

RENÉ DE JOLY.